Numérisation CERMTRI

12 février 1934. — A l'appel des organisations syndicales, le prolétariat parisien réalise son unité d'action contre l'agitation fasciste. C'est le prélude à l'unité syndicale qui se réalisera en 1935.

Mercredi 31 Décembre 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 202

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479.17. — IMPRIME EN FRANCE.

POUR SAUVER L'UNITÉ SYNDICALE ET PRÉPARER LES NOUVELLES LUTTES

CONGRES EXTRAORDINAIRE et DEMOCRATIQUE de la C.G.T.

Un seul syndicat face au patron

L'UNITE SYNDICALE, à elle seule, n'est pas suffisante pour assurer la victoire des luttes prolétariennes. Elle en est cependant une condition nécessaire.

Reforgée en 1935 et en 1943, l'unité syndicale représentait un pas en avant ; la C.G.T. rassemblait l'énorme majorité des travailleurs de toutes opinions.

Certes, l'unité n'a pas empêché la prolétariat français [illegible] de graves défaites. Trahison et échec du mois de juin 1936. Défaites de la guerre et de l'occupation. Echecs successifs dep[illegible] particulièrement celui de la grève générale de novembre-décembre 1947. *Ces défaites [illegible] classe, mais aussi bien [illegible]* [illegible] *à la collaboration de [illegible] Frachon.*

Dans une C.G.T. unifiée, les [illegible] frappent ensemble et peuvent, en co[illegible] expériences, forger une direction cop[illegible] victoire. La rupture de l'unité syndi[illegible] rude infligé au prolétariat français.

Aujourd'hui, les syndicats de [illegible] « Force ouvrière » ou ceux de la [illegible] « Vie ouvrière » risquent de perdre [illegible] de vue que l'ennemi principal est ou[illegible] le patron. Ils auront infiniment [illegible] plus de difficultés à tirer les rea[illegible] ponsabilités des Jouhaux et des [illegible] Frachon, dans les échecs subis. Les [illegible] directions confédérales se décharg[illegible] geront de leurs propres responsabi[illegible] lités sur le dos des syndicats de l'autre tendance.

C'est pourquoi il faut condamner [illegible] et combattre avec la plus grande [illegible] énergie la scission syndicale qui [illegible] tend à briser cette forme élémen[illegible] taire du front unique de classe que [illegible] représentait la C.G.T.

∴

Ce n'est pas par hasard si la scis[illegible] sion syndicale a été directement [illegible] fomentée par Blum-Mollet-Pivert, [illegible] Conseil par l'intermédiaire des [illegible] groupes socialistes d'entreprises [illegible] ont imposé la rupture à Jouhaux [illegible] qui aurait voulu attendre [illegible] mieux la préparer. Jouhaux a fait [illegible] passer son désaccord tactique avec de [illegible]

[illegible] *rures de toutes tendances [illegible] tontant les résultats de leurs [illegible] de mener leurs luttes à la [illegible] gle représente le coup le plus [illegible] pour la « libération ».*

[illegible] m après son accord fondamen[illegible] « Les deux compères, en bons [illegible] ciers bourgeois dans la classe [illegible] rière, ont voulu non seulement [illegible] ter une base dans les masses [illegible] l'orientation américaine de la [illegible] ergeoisie française, mais aussi [illegible] ter par la scission un coup de [illegible] à la classe ouvrière, dans [illegible] poir de stabiliser le pouvoir po[illegible] que de la bourgeoisie française. [illegible] scission syndicale a été [illegible] œuvre immédiate de Jouhaux. [illegible] ns le terrain on a été préparé [illegible] r la politique de Frachon. Bien [illegible] syndiqués honnêtes suivent au[illegible] rd'hui les scissionnistes de [illegible] Force ouvrière », parce qu'ils [illegible] t découvrir les méthodes bu[illegible] cratiques et l'étouffement de [illegible] démocratie syndicale, pratiqués [illegible] ces trois ans par les dirigeants [illegible] portistes. Ils suivent également [illegible] « Force ouvrière », tels de nom[illegible] bre postiers, parce qu'ils sont [illegible] dégoûtés des méthodes de briseurs [illegible] de grèves utilisées par les [illegible] ns la Fédération postale lors [illegible] la grève d'août 1946.

L'autonomie et l'indépendance n'ont rien à voir avec la scission pas plus que les intérêts réels de la classe ouvrière.

En effet, la scission représente un échec grave pour la classe ouvrière. Il faut en surmonter les effets désastreux. Et ce n'est pas en répétant comme un phonographe que « la C.G.T. continue », qu'on y parviendra. Déjà dans la Fédération des fonctionnaires cela n'a arrêté à rien. Il faut réaliser les conditions réelles d'une véritable unité syndicale. Les syndiqués de toutes tendances lutteront pour assurer l'unité de leur mouvement par la convocation D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE ET DEMOCRATIQUE DE RECONSTRUCTION DE LA C.G.T.

La bataille sera dure, acharnée. Il faudra se préoccuper d'abord de préserver à tout prix l'unité du syndicat dans l'entreprise, dans l'union, dans la fédération. UN SEUL SYNDICAT FACE AU PATRON sera le cri de ralliement de tous les syndiqués conscients de leurs responsabilités devant la classe ouvrière.

Nous sommes sûrs d'exprimer ainsi la volonté de tous les syndiqués, y compris ceux qui suivent « Force ouvrière », tout en restant profondément attachés à l'unité syndicale.

Pierre LAMBERT.

La constitution du «Gouvernement Markos»

PAR la constitution du « gouvernement Markos », la lutte entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. — la « guerre blanche », comme l'appellent les journalistes américains — prend un caractère particulièrement aigu sur un point stratégique dont le contrôle est aussi décisif pour l'un que pour l'autre des antagonistes. Cet événement s'insère dans une chaîne de faits qui ont précédé et suivi l'échec de la Conférence de Londres qui réunissait les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'U.R.S.S.

Une chaîne de faits

Depuis le mois de juillet, c'est-à-dire depuis la rupture officielle entre l'Est et l'ouest — depuis le lancement du « plan Marshall » — les Etats-Unis s'emploient activement à étouffer commercialement et financièrement l'U.R.S.S. et ses amis, et à renforcer la « garde » militaire sur tout le pourtour de cette zone, en Allemagne, en Autriche, en Grèce, en Turquie, en Iran et en Chine. La publicité d'isolement commercial et financier de l'U.R.S.S. s'est concrétisée par la suppression des crédits aux pays contrôlés par Moscou. La politique militaire s'est traduite de son côté par : la mise en place de la scission de l'Allemagne ; l'intensification de l'intervention américaine en Grèce, où, depuis le 11 novembre, un état-major américain est chargé de la direction de la lutte contre les partisans ; l'intensification de l'intervention en Turquie ; envoi de 500.000 tonnes de matériel de guerre, d'une valeur de 100 millions de dollars, et installations à Ankara, depuis le 16 décembre, d'une mission de deux cents officiers américains (commandés par le général Horace Mac Bride) ; dénonciation par l'Iran des accords du 6 mars 1946 avec l'U.R.S.S. prévoyant la constitution d'une société pétrolifère mixte irano-soviétique, au moment même où Téhéran, prolongeant officiellement un accord avec les Etats-Unis accordant à une « mission américaine » la haute main sur les finances, la gendarmerie et les forces de police iraniennes ; enfin, intensification de la guerre civile en Chine, où, en liaison avec la lutte pour la hégémonie, Washington cédait, le 8 décembre, au gouvernement de Tchang Kaï Chek, 44 unités navales afin d'aider au développement de la marine militaire chinoise ».

Les réponses de l'U.R.S.S. à ces mesures des Etats-Unis ont été, entre autres, les tentatives d'ouverture d'un traité commercial avec la Grande-Bretagne, accord desserrant à peine le « blocus » commercial mis au point par Washington ; intensification de la campagne pour une « Allemagne unie » — tout en maintenant l'hypothèque des réparations à l'Est ; intensification de la guerre civile en Grèce après la création du « Kominform », et formation d'un gouvernement comme symbole de cette volonté de poursuite de la guerre, renforcement de la lutte en Chine où, par le nombre des combattants et par l'étendue des zones de combat, la phase actuelle est, depuis la fin de l'été, « la phase la plus importante de la guerre civile chinoise ».

La situation intérieure en Grèce

Pour revenir à la question grecque, qui, comme nous le voyons, est donc une question internationale, il faut souligner que malgré tous leurs efforts, les Etats-Unis ne sont pas parvenus à stabiliser la situation intérieure. L'effondrement financier est indiscutable malgré les crédits américains ; la bourgeoisie grecque, unie contre les partisans, est déchirée par des contradictions internes : les « politiques » (monarchistes) accusent les « libéraux » de Sophoulis, qui viennent de fusionner avec les libéraux de Venizelos, de « vouloir exercer seuls le pouvoir » ; de leur côté, les libéraux s'efforcent d'arracher les postes-clés des mains des monarchistes qui s'y sont implantés à la faveur de la guerre civile. Ces déchirures à Athènes, reflétant que la charge d'affaires des Etats-Unis à Athènes, Rankin, présidait, dans une note adressée au gouvernement grec le 18 décembre, que si ces « polémiques » ne devaient pas, « les Etats-Unis prendraient le pays du bénéfice éventuel du plan Marshall ».

Face à cette bourgeoisie vile et corrompue, la politique stalinienne n'a fait qu'accuser entre le compromis et la lutte économiste au moment jugé favorable par le Kremlin : dans le passé, le P.C. avait dénoncé les 50.000 bandits et armes ici plus de 50.000 réservistes) pour signer les « accords de Varkiza » faisant confiance à la bourgeoisie grecque et à la Grande-Bretagne. Le même P.C. avait déclenché sa grande offensive en juillet 1947 — après la conférence de Paris sur le plan Marshall — et cette offensive qui commandait [illegible]

n'a abouti à aucun résultat. Aujourd'hui, à un nouveau tournant de la situation diplomatique, la guerre des partisans reprend avec vigueur.

Ne peut-on pas se demander toi: pourquoi avoir désarmé les partisans en 1945, sous le prétexte que les Britanniques étaient présents en Grèce, et lancer aujourd'hui les partisans — infiniment moins nombreux — alors que les impérialistes sont encore plus fortement installés dans le pays ?

∴

Moscou aidera-t-elle, cette fois-ci, les partisans par des envois massifs d'armes, ou utilisera-t-elle le « gouvernement Markos » comme monnaie d'échange pour aboutir à un nouveau compromis avec Washington et Londres ?

Personne ne peut l'affirmer avec certitude. En tout cas, un journal libéral anglais, aussi convient que possible des intérêts de classe de la bourgeoisie, écrivait, il y a quelques jours, que le « gouvernement Markos n'était qu'un grand pion sur un vue d'un compromis ». Ce compromis pourrait concerner aussi bien la question méditerranéenne [illegible]

que la question allemande qui est, au fond, au centre de l'antagonisme des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. en Europe.

L'épisode Markos éclaire encore une fois d'une façon dramatique le problème général de la lutte pour une issue révolutionnaire du bourbier capitaliste : sans une avant-garde révolutionnaire indépendante de la bureaucratie de Moscou, aucune lutte ne peut être menée à bien. Le stalinisme n'est capable quant à lui qu'à enlever à des compromis étrangers aux intérêts de la classe ouvrière, ou à des aventures qui peuvent lui être fatales. La classe ouvrière grecque, espérons-le, saura forger à travers ses combats en armes, comme dans les usines, cette nouvelle et véritable direction large, de masse, qui pourra la mener à la victoire.

La création par en haut du gouvernement Markos est en effet bien plus importante au point de vue de la diplomatie de Moscou que de la lutte des classes.

Jean MARCOUX.

Dans notre prochain numéro : « Du compromis de Varkiza au gouvernement Markos ».

EN U.R.S.S. ON STABILISE...

la misère des ouvriers les privilèges des bureaucrates

A en croire les rédacteurs de l'« Humanité », l'ère de la « prospérité » et de « l'abondance » aurait commencé pour les travailleurs soviétiques.

On ne peut s'imaginer plus grande effronterie quand on sait que, depuis 15 mois, les salaires des ouvriers russes ne suffisent même plus POUR PAYER LES RATIONS ALLOUEES PAR LE GOUVERNEMENT !

Aujourd'hui, le rationnement est supprimé. Mais les salaires nominaux des ouvriers restent inchangés et le coût de la vie, pour ceux qui ne pouvaient se payer que le strict nécessaire, ne diminue en rien. La conversion du rouble « stabilise » pour les travailleurs l'état de misère noire qu'ils connaissent depuis de longs mois.

En Russie même, la propagande stalinienne explique que « ces nouveaux sacrifices sont les derniers », pour diminuer la déception des ouvriers. Mais il était réservé aux impudents propagandistes français du Kremlin d'appeler blanc ce qui est noir et les privations : « abondance dans la prospérité ».

La stabilisation du rouble

Les mesures, en vigueur depuis le 19 décembre 1947, constituent l'aboutissement d'un long effort de la bureaucratie stalinienne pour combattre l'inflation. L'inflation soviétique est l'héritage des méthodes paniquardes et aventuristes utilisées en 1928, au début de l'industrialisation, par Staline qui, depuis 1924, combattait les plans d'industrialisation de Trotsky et l'opposition de gauche.

Les dépenses accrues d'avant guerre, l'inflation, jamais vaincue, ne se fit pourtant plus sentir de façon trop douloureuse. Mais, dès le début des hostilités, elle devint « inflation galopante ».

Les prix montèrent de façon astronomique sur le marché « paysan » ainsi que dans les « magasins commerciaux », sorte de marché noir officiellement organisé par le gouvernement lui-même.

Les prix montaient de façon astronomique sur le marché « paysan » ainsi que dans les « magasins commerciaux », sorte de marché noir officiellement organisé par le gouvernement lui-même.

Le gouvernement ne pouvait pas, en effet, « exercer seuls le pouvoir » ; de leur côté, les libéraux s'efforcent d'arracher les postes-clés des mains des monarchistes qui s'y sont implantés à la faveur de la guerre civile. Ces déchirures à Athènes, reflétant que la charge d'affaires des Etats-Unis à Athènes, Rankin, présidait, dans une note adressée au gouvernement grec le 18 décembre, que si ces « polémiques » ne devaient pas, « les Etats-Unis prendraient le pays du bénéfice éventuel du plan Marshall ».

Face à cette bourgeoisie vile et corrompue, la politique stalinienne n'a fait qu'accuser entre le compromis et la lutte économiste au moment jugé favorable par le Kremlin : dans le passé, le P.C. avait dénoncé les 50.000 bandits et armes ici plus de 50.000 réservistes) pour signer les « accords de Varkiza » faisant confiance à la bourgeoisie grecque et à la Grande-Bretagne. Le même P.C. avait déclenché sa grande offensive en juillet 1947 — après la conférence de Paris sur le plan Marshall — et cette offensive que commandait

Revalorisation des fortunes privilégiées en deux étapes

Mais Staline s'engagea dans une voie radicalement opposée à celle-ci. Il entreprit la stabilisation du rouble

(Lire la suite en deuxième page)

[illegible] est encore Dédé qui a pris le coup bas.

EDITORIAL

par Fabre BLEIBTREU

Brouillards artificiels et réalités de classe

A en croire toute la Presse, le monde se serait plus divisé en exploiteurs et en exploités, en bourgeois et en prolétaires. A la lutte des classes aurait succédé l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. dont la traduction française serait la lutte entre un « parti américain » et un « parti russe ».

Au risque de passer pour des rêveurs attardés, nous persistons à croire que les chefs « ouvriers », en abandonnant impudemment la position marxiste, propagent des mensonges sérieusement et qu'en les suivant dans cette voie, la classe ouvrière irait inévitablement à la défaite. Car ces brouillards artificiels ne trompent pas les bourgeois, mais les masses laborieuses, et elles seulement

Ainsi, le problème le plus décisif serait de savoir si les capitalistes français améliorent leurs affaires et trouvent leur régime par les dollars, ou bien par des échanges commerciaux avec l'U.R.S.S. et la constitution de comités de défense de l'industrie française...

Le malheur pour Thorez, c'est que les patrons (sauf du bâtiment comme les autres) ne répondent pas à ses appels du pied et s'obstinent à ne voir de palliatif à la crise que dans les crédits américains. Et qu'ils continuent leur offensive pour isoler le P.C.F.

Ils ne renoncent pas pour si peu à appliquer énergiquement la formule abandonnée aujourd'hui par Thorez : « Produire d'abord ». Ni à tenter, après avoir pressuré à l'extrême les travailleurs, de faire porter une part grandissante des frais immenses de l'appareil d'Etat sur le dos des classes moyennes.

Tirant d'une pierre deux coups, ils espèrent que les mesures Mayer, avec tous les sacrifices qu'elles imposent aux classes moyennes, vont favoriser le rassemblement de celles-ci derrière la réaction gaulliste, préparant pour demain les bases qui manqueront encore à l'instauration d'un régime fort.

L'oscillation à droite de la petite bourgeoisie est le fruit de la po[illegible] niens qui ont [illegible] pour des solutio[illegible] les classes moy[illegible] dirigeants ouvri[illegible] confiance.

Lorsque Blum [illegible] en champion de [illegible] à une pure rad[illegible] l'a rappelé à l'[illegible] Val d'Hiv' : « [illegible] des masses com[illegible] un cadeau » [illegible] n'est effectivemen[illegible] pied du gaullisme.

∴

Les mesures Ma[illegible] que du pouvoir d'ac[illegible] grandissant que nous [illegible] traduisent pas par [illegible] le machiavélisme [illegible] fondeur de la crise [illegible] des solutions radicale[illegible] écrasant le prolétariat [illegible] ou la dictature de [illegible] teuse et l'anarchique.

La solution [illegible] abolitive du régime [illegible] ver de la population [illegible] dont le budget (1.0[illegible] tiers de crédits mili[illegible] revenu national.

La solution : [illegible] un programme [illegible] rassouder l'organisa[illegible] intérêts qui ne sont [illegible] est la seule réponse

[illegible] des dirigeants socialistes et stali[illegible] [illegible]yse la classe ouvrière dans sa lutte [illegible] révolutionnaires capables d'entraîner [illegible] ouvrées par les bavardages de [illegible] auxquels elles avaient accordé leur [illegible]

[illegible] ec le gaullisme de 3e Force, se pose [illegible] lutte contre le gaullisme, il se livre [illegible] fade. S'il l'oublient, l'auteur R.P.F. [illegible] qui déclarait le 18 décembre, au [illegible] socialistes ! Nous leur avons donné [illegible] les parentités, mais ce n'est pas [illegible] Ter M. Blum et sa 3e force [illegible] le jouer que celui de marche-[illegible]

∴

[illegible] comme l'abaissement catastrophi[illegible] et des travailleurs, comme les luttes [illegible] venant de vive et qui renaissent, [illegible] triomphe du « parti américain » [illegible] du « parti russe », mais le pro[illegible] régime qui met à l'ordre du jour [illegible] ou une dictature de de Gaulle [illegible] pour sauver le régime bourgeois. [illegible] solutions contre la minorité exploi[illegible] de tous les opprimés.

[illegible] est dans une lutte résolue pour [illegible] classes toutes les couches laborieuses [illegible] pour détruire un Etat parasitaire [illegible] 50 milliards pour 1945, dont un [illegible] tiers) est une saignée énorme sur le [illegible]

[illegible] l'action unie des travailleurs sur [illegible] programme [illegible] qui, non seulement peut [illegible] un syndicat déchirée pour des [illegible] pas ceux des prolétaires, mais qui [illegible] particulière à la menace de dictature.

"L'HUMANITÉ" cherche à brouiller les cartes

En dehors de l'appel du Comité central du P.C.F., l'« Humanité » a, contrairement aux habitudes, été très silencieuse quant aux travaux de cet organisme. Néanmoins, au lendemain de la réunion du C.C., elle a pu voir s'amorcer à nouveau une petite campagne antitrotskyste qui, nous n'en doutons pas, ne manque : a pas de s'amplifier. Elle a commencé par une petite note en page deux, elle est poursuivi par quelques mots introduits par P. Hervé dans la revue de presse. Elle consiste essentiellement à qualifier de trotskystes Pivert, Altman, Rossac... et par suite à dénoncer comme nouveaux crimes trotskystes la politique de « troisième force » du franc-maçon Pivert allié au catholique Mauriac, les équivoques des journalistes de « Franc-Tireur », etc.

Le procédé est un peu puéril, surtout en comparaison des gigantesques mensonges des procès de Moscou. Mais l'embarras est grand rue Le Peletier. On y sait que, pendant les grèves, les militants du P.C.F. ont pu juger la politique trotskyste et voir les militants trotskystes à l'œuvre, et qu'un rapprochement considérable s'est effectué dans la lutte commune. C'est en vain que les stratèges infaillibles essayeront de persuader les militants de base du P.C.F. que leurs camarades trotskystes ont quelque chose de commun avec Pivert ou « Franc-Tireur ». L'« Humanité » ne parviendra pas à brouiller les cartes

UN PLAN DE MISÈRE

qui n'empêchera pas le navire de faire eau

UNE augmentation moyenne des salaires de l'ordre de 30 %, mais 34 % d'augmentation sur le charbon, 50 % sur le gaz, 115 % sur l'électricité, les prix de l'essence, des produits pétroliers, de l'alcool, du café, du tabac, du métro, de la taxe sur la radio, etc., également majorés.

— Des dépenses publiques qui passent de 650 milliards en 1947 à 900 milliards en 1948. Un déficit budgétaire qui s'élève à 125 milliards.

— Un tiers du budget consacré aux dépenses militaires.

— Un super-impôt sur les commerçants, industriels et professions non libérales qui laisse à l'écart toutes les affaires relevant du marché noir.

— Un impôt exceptionnel sur les agriculteurs et sur certains petits paysans jusqu'alors exonérés. Le même prélèvement « exceptionnel » imposé aux contribuables dont le revenu est supérieur à 450.000 francs.

— Un « emprunt spécial » pour les contribuables désirant s'exonérer du « super impôt », qui favorise les grosses fortunes seules capables de blanchir d'un seul coup des fonds importants. Elles prélèvements inférieurs à 15.000 francs, devront être souscrits en une fois alors que ceux qui sont supérieurs à cette somme pourront l'étre en trois fois.)

— Une taxe spectaculaire, dite « draconienne », imposée aux bénéfices de nuit.

— 159.000 fonctionnaires licenciés au cours de l'année 1948.

Voilà les dispositions essentielles du projet Mayer, encore aujourd'hui en discussion au Conseil de la République.

∴

Pour mesurer l'efficacité du plan, pas de meilleur juge que Mendès-France qui déclarait le 23 décembre, à la tribune de la Chambre :

Ces projets incomplets ne peuvent qu'avoiguler une voie d'eau. Ah ! s'il n'y avait qu'une fisure. Mais l'eau, c'est-à-dire la substance du pays, s'écoule par mille lézardes.

Avec son plan de misère, la bourgeoisie espère mettre un terme à l'inflation.

Mais le déséquilibre monétaire n'est que le reflet du déséquilibre économique. Les mesures prises ne sont que simples expédients qui ne résoudront en aucun cas la crise du régime.

Aucune chance qu'une part importante du « prélèvement exceptionnel » aille au budget de la reconstruction. Le « Monde » du 20 décembre, dénonçant lui-même l'inanité d'un tel espoir, rappelait que : L'impôt de solidarité qui, en 1947, devait déjà servir à financer la reconstruction, a été, en fait, englouti dans le déficit du budget normal.

Le plan porte atteinte aux revenus de la petite bourgeoisie (retenue fiscale) et au pouvoir d'achat des salariés (hausse considérable des prix et nouveau blocage des salaires). Mais, ne pouvant imposer beaucoup plus lourdement les salariés déjà saignés à blanc, la bourgeoisie frappe surtout les classes moyennes.

Les petits et moyens commerçants, industriels et paysans dont les revenus étaient jusqu'alors de beaucoup supérieurs à ceux des travailleurs, sont entraînés aujourd'hui dans le phénomène général de paupérisation qui atteint peu à peu toutes les couches sociales du pays.

∴

Aujourd'hui se manifestent des phénomènes analogues à ceux que l'Allemagne connut de 1920 à 1923, déclarait René Mayer à la Chambre. En effet, le plan n'empêche pas les nouveaux conflits et n'arrêtera pas l'inflation.

Au contraire, la petite bourgeoisie risque d'être entraînée dans la lutte. Déjà, les petits commerçants et les petits industriels se préparent à la grève pour le 5 janvier.

Le R.P.F., qui redoute de la voir, essaye, par une campagne démagogique, de les ressouder autour de lui. Mais leur ralliement n'est pas définitif.

Il peut être brisé si la classe ouvrière apporte les solutions révolutionnaires suivantes aux problèmes du déficit budgétaire grandissant, de l'inflation et de la paupérisation :

Suppression des crédits militaires, contrôle des marchés de l'Etat par la masse des fonctionnaires chargés de passer ces marchés, suppression de paiement des dividendes aux gros actionnaires des entreprises nationalisées, expropriation des gros capitalistes, application sous le contrôle ouvrier d'un plan de production et utilisation planifiée de la main-d'œuvre.

La grève générale à laquelle les travailleurs doivent se préparer, sera non seulement à arracher le minimum vital garanti par l'échelle mobile, mais aussi ces mesures de défense contre une catastrophe menaçante.

Michèle MESTRE.

19 trotskystes poursuivis par la justice bourgeoise

Le récent échec des grèves et l'acuité que prend la lutte de classe entraînent la bourgeoisie à accroître sa répression contre l'avant-garde ouvrière.

Des affaires qui jusqu'alors traînaient dans les dossiers des magistrats sont maintenant instruites « réglées rapidement.

C'est ainsi que notre camarade ROUGIER, père de trois enfants, a été condamné, il y a quelques semaines, à trois mois de prison ferme pour avoir fraternisé avec des travailleurs allemands sous l'uniforme.

Notre camarade M. de Paris, père de deux enfants, a été frappé de 3 mois de prison avec sursis (4.000 francs d'amende) pour avoir dit pris en train de diffuser le tract de la I. C. I.

Dans l'affaire de l'affiche contre la guerre d'Indo-Chine, 12 de nos camarades sont actuellement poursuivis. Ce sont : Yvan CRAPEAU, Albert DEMAZIERES, Paul PARUDOT et Roland FILLATRE, PROUDHON, MARCHEZIN, BREGER, FORCADA, ROSENBERG et nos sympathisants GUILLOT, LEMON et Odette ESCOFFON sont, eux, inculpés de complicité pour collage d'affiches.

Nos camarades Jacqueline HODEN, Jacques DANOS, Claude KAHN, Francis PILLER, et pour la direction FAVRE-BLEIBTREU sont poursuivis à propos de l'affiche appelant à la grève générale.

Nous ne sommes pas les seuls à subir la répression bourgeoise. Des dizaines et des dizaines de grévistes, accusés « d'entraves à la liberté du travail » ou de « sabotage », sont encore en prison.

Pour aider ces militants et ceux qui demain ne manqueront pas d'être frappés par la justice de classe des gros du grand patronat, la solidarité ouvrière doit s'organiser.

Elle ne peut être le fait d'un seul parti ou d'un seul prolétariat. Les travailleurs de France et du monde entier doivent resserrer leurs rangs. Il leur faut constituer une véritable SOLIDARITE INTERNATIONALE OUVRIERE qui apportera son aide à tous ceux qui tombent victimes de la répression bourgeoise.

Nous verrons dans les prochains numéros de « La Vérité » comment il est possible de construire et de développer ce nouveau secteur rouge, comme indispensable aux travailleurs.

SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Motion votée par l'assemblée générale de la section du 5e Arrondissement de la Seine et de X e, des fonctionnaires le jeudi 18 décembre 1947.

L'assemblée générale,

1° Proteste contre l'arrestation de militants ouvriers syndicalistes responsables à la suite du dernier mouvement revendicatif, sous prétexte des sanctions administratives prises contre les fonctionnaires grévistes ;

2° Demande la libération immédiate de tous ces militants et la décision de tous ces sanctions immédiate des poursuites contre eux ainsi que la réintégration immédiate des fonctionnaires suspendus dans la place qu'ils occupaient avant la grève ;

3° Demande l'abrogation immédiate de la législation actuelle concernant la grève, qui constitue une atteinte inadmissible au droit de grève.

Numérisation CERMTRI

Où en est-on au Viet-Nam ?

La politique de l'impérialisme français

LA déclaration du Conseil des ministres suivant laquelle les négociations seront poursuivies, désormais, en dehors du gouvernement d'Ho Chi Minh ne fait que rendre officielle une décision déjà appliquée depuis plusieurs mois.

Depuis le printemps, le gouvernement estime que les objectifs militaires ont été atteints en Indochine. Il ne pouvait être question d'une reconquête totale qui dépasse de loin les forces dont dispose la France. Le problème était donc de négocier et surtout de trouver un négociateur.

Depuis de longs mois l'Impérialisme français est à la recherche de cet oiseau rare au pays du Viet-Nam : il le fallait susceptible de rassurer les divers éléments de la bourgeoisie indigène et de la petite bourgeoisie intellectuelle, d'acquérir quelques centaines de milliers de masses, capable, en un mot, de faire pièce à Ho Chi Minh.

Il ne pouvait plus être question de traiter avec le leader du Viet-Minh. L'impérialisme ne pouvait raisonnablement choisir comme partenaire un homme lié de longue date à la bureaucratie du Kremlin.

Si l'emprise du stalinisme sur les masses dans la métropole n'est pas considérée par la bourgeoisie française avec une particulière rigueur, elle est proprement intolérable dans les pays coloniaux. Toutes les capitulations et les platitudes des staliniens ne pouvaient rien y changer.

L'impérialisme français se rend bien compte qu'à propos de la question de traiter avec le leader du Viet-Minh. L'impérialisme ne pouvait raisonnablement choisir comme partenaire un homme lié de longue date à la bureaucratie du Kremlin.

Les Indes, la Birmanie, les Philippines, ont acquis au moins une indépendance nominale. Il lui faudra faire les concessions. Mais l'Extrême-Orient un homme lié de longue date à la bureaucratie du Kremlin.

RÉPRESSION SANGLANTE A MADAGASCAR

Un tribunal militaire vient de juger, à Tananarive, soixante-dix Malgaches. Dix furent condamnés à mort, dix autres aux travaux forcés, dix-sept subirent des peines de prison variant de cinq à vingt ans et vingt-trois connaissent la déportation.

Encore une manifestation des vertus démocratiques tant exaltées de l'Union française.

Signalons que les insurgés malgaches, au nombre de près de 100.000, occupent encore une bande de terrain de 600 kilomètres de long et 100 à 150 kilomètres de large environ.

En U.R.S.S., on stabilise

(Suite de la première page)

en passant outre aux intérêts les plus vitaux des travailleurs et en les forçant de satisfaire, dans la mesure du possible, la soif de privilèges de la masse des bureaucrates.

L'unification des prix se fit en deux étapes :

A la première étape, le 16 septembre 1946, les prix des produits rationnés furent brusquement réduits de 300 0/0. Les salaires furent augmentés de 30 et 19 0/0 d'après leur niveau. Il en résulta une diminution terrible du pouvoir d'achat des masses, qui n'étaient même plus capables d'acheter le strict minimum avec leur salaire de base.

En même temps, les prix sur le marché « libre » et « payant », ainsi que dans les magasins commerciaux, furent fortement diminués. Mais ces prix ne restant abordables qu'aux privilégiés ayant amassé de grandes sommes du pillage-mendicité durant la guerre, cet abaissement apparut donc en même temps comme une mentalisation du pouvoir d'achat des « millionnaires soviétiques ».

Les mesures du 16 décembre 1947 constituent l'étape finale de l'unification des prix. Le prix du « marché libre » disparaît, une nouvelle baisse importante. Il s'agit là donc de nouveau d'une revalorisation importante du pouvoir d'achat excédentaire détenu exclusivement par les privilégiés.

Différenciation parmi les privilégiés

En même temps, il est vrai, a lieu l'échange des roubles-billets qui perdent dans certains cas 90 0/0 de leur valeur nominale. Mais il faut constater d'abord que le pouvoir d'achat des « ex-millionnaires » a augmenté depuis septembre 1946 d'au moins 600 0/0, ce qui laisse aux spéculateurs la plus grande partie de leur fortune amassée illicitement.

Encore il est à noter qu'il n'y a aucune limite à la quantité de monnaie et de valeurs que les détenteurs de « gros paysans » ayant pu « contribuer » dans le gouvernement pour acheter des emprunts d'Etat.

Ensuite, les « véritables spéculateurs, ceux, ayant investi depuis longtemps leur argent en emprunts et obligations d'Etat (échangés à un billet nouveau contre trois anciens), ou l'ayant simplement placé en compte en banque (échangé à un rouble nouveau contre trois anciens, trois anciens, d'après leur montant réel!). Ceux-ci volent aujourd'hui leur pouvoir d'achat nouvellement acquis, grâce à la liberté d'approvisionnement et à la chute des prix sur le marché libre.

Enfin, les coopératives organisées de façon non-capitalistes depuis les décrets du 9 novembre 1946, pouvant acheter et vendre à leur « libre » d'après la loi de 1932 et de la décision du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. Pour le premier fois depuis de longues années, l'ouvrier soviétique peut-être non pas « se faire » mais, Mais quelle terrible condamnation pour le régime de Staline, qui prétendait comme un « triomphe de l'abondance » la simple suppression de la famine.

H. VALLIN.

L'INFLATION SOVIETIQUE et les conditions économiques qui viennent d'aboutir à la conversion du rouble ont été longuement analysées dans la revue

Quatrième Internationale

Numéros : mars-avril 1947
» mai-juin 1947

Passer la commande à Mlle Weil, boîte postale 64, Paris (XVe). Prix du n° 40 francs. C. C. P. 3412-97 Paris.

SALUT AUX CHEMINOTS AFRICAINS DE L'A.O.F. EN LUTTE DEPUIS LE 10 OCTOBRE

C'est en vain qu'on chercherait dans la grande presse le moindre écho de la grève générale qui paralyse depuis bientôt trois mois les chemins de fer et services portuaires de toute l'Afrique occidentale.

La revendication essentielle des cheminots africains semble être l'assimilation complète aux conditions de travail des cheminots européens. Les sentences arbitrales rendues jusqu'ici, pas plus que l'arrestation scandaleuse des dirigeants du syndicat, n'ont pu faire reprendre le travail aux grévistes. Ceux-ci font preuve d'un courage et d'une combativité admirables. Cette lutte, la plus vaste et la plus âpre qu'on ait connue en Afrique noire, témoigne de l'éveil qui se manifeste depuis la guerre dans cette partie du continent africain.

Le prolétariat français se doit d'exprimer à ses frères de couleur son entière solidarité.

Adresse du Bureau Politique du P. C. I. aux cheminots de l'A. O. F.

22 décembre 1947.

AU SYNDICAT DES CHEMINOTS—BOURSE DU TRAVAIL A DAKAR

Camarades,

Le Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IVe Internationale) vous envoie son salut fraternel et vous assure de son soutien total dans votre lutte pour le pain, contre les indignités raciales, pour la défense des droits syndicaux africains.

Le Parti Communiste Internationaliste proteste énergiquement contre les condamnations arbitraires de vos camarades dirigeants.

Il exprime son admiration pour votre magnifique combativité et assure de sa profonde reconnaissance de l'avant-garde ouvrière du prolétariat français, votre solidaire, votre frère de lutte contre notre ennemi commun, l'impérialisme français.

Nous donnerons la publicité la plus grande à toutes les informations que nous recevrons de votre part.

Salutations fraternelles,

Le Bureau politique.

BRAHIM MAIZA

ancien secrétaire de la Fédération de France du P. P. A., est mort

Nous venons d'apprendre avec un grand retard la mort du camarade Brahim Maïza, survenue dans un accident d'automobile le 19 novembre dernier. Militant actif du Parti du Peuple Algérien, Brahim Maïza réorganisa la Fédération de France au tendemain d'août 1944. Crag à ce poste de dirigeant que nous avons eu l'occasion de le connaître et d'apprécier son dévouement à la cause des travailleurs algériens.

Le P. P. A. a rendu hommage à celui qui fut un de ses meilleurs militants en faisant de ses obsèques une manifestation nationale : plus de 20.000 personnes, conduites par Messali Hadj, la direction du P. P. A. et ses députés, ont accompagné Maïza à sa dernière demeure.

Le P. C. I. salue ici la mémoire du camarade Brahim Maïza combattant de la cause de l'indépendance algérienne.

LEÇONS ET PROBLÈMES DE LA GRÈVE GÉNÉRALE (III)

Le mouvement exigeait un véritable contrôle ouvrier

LORSQUE la majorité du comité de grève de chez Renault transforma le cahier de revendications en remplaçant les objets manufacturés par des pouvoirs « comités mixtes à la production », elle remplaça une mesure anticapitaliste par une mesure de collaboration avec les capitalistes. Multipliez zéro par un million, cela donne toujours zéro. Etendre l'inexistence de pouvoir du C.M.P., ce sera toujours un masque de pouvoir réel.

En imposant cette rectification qui prêtait sérieux aux ouvriers, les dirigeants stalinisés montraient qu'ils n'étaient pas du tout d'ordre de contrôle ouvrier tenir pour substituer.

Au lieu de profiter des luttes pour enrôler l'ensemble des travailleurs dans une lutte pour le pouvoir de production, la comptabilité des entreprises, la propriété et les prix, les dirigeants syndicaux réaffirmaient ainsi la volonté de maintenir dans les cadres du régime bourgeois.

Les militants du P. C. I. soulèvent une telle orientation.

Avec dégoût : « Il faut que les comités de grève mettent la première forme d'organisme de contrôle ouvrier. »

Les comités, élus par l'ensemble des travailleurs, sont une force au moins aussi grande que celle des syndicats. Ils sont seuls capables d'exercer un contrôle effectif et efficace sur la production, la comptabilité et la distribution. Tous les travailleurs de l'entreprise seront ses guides. Pendant une conjoncture, ils seront combine, aucune dissimulation ne pas. Ils seront partout.

Que les comités de grève, dès maintenant ouvrent les livres, lisent les factures, les commandes et les bons de sûreté dénoncés à l'ensemble de la population, seront le meilleur moyen de la nécessité de ce contrôle et de sa continuation.

Il est possible qu'il était, mettée que dans un gros trust ou une grosse banque, il est servi d'exemple à l'ouvrier qui, en dehors de son contact d'une usine à l'autre, ou cette usine, ou dans d'un trust, d'une corporation, les travailleurs auraient alors en commencant à contrôler la production. Une utilisation plus rationnelle des moyens de production, des matières premières aurait pu être assurée.

Il est évident qu'un tel parti, soucieux avec les ouvriers et le peuple dans l'entreprise n'aurait pu se tout dépossédé.

Ce n'est ni la volonté, ni la force, ni l'esprit de sacrifice qui ont manqué aux travailleurs : c'est seulement la conduite des chefs d'entreprise qui ne crée aucun pouvoir capitaliste à l'usine et dans le pays qui a fait défaut.

Mais rien n'est réel. Les problèmes qui se sont posés, hier, maintenant, dans la lutte, se posèrent à nouveau demain.

Les leçons qui se dégagent des grèves de novembre et décembre 1947 sont nombreuses et importantes. Le prolétariat a pu apprendre une expérience de lutte de masse générale qui les permettra, au cours des prochaines luttes, d'entreprendre dans la voie révolutionnaire.

La semaine prochaine : LES PROBLÈMES DE LA DEFENSE.

Construisons le Parti révolutionnaire

Un anniversaire dans l'histoire de la construction du Parti Révolutionnaire

C'EST le 30 décembre 1935 que l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine, rompant avec la S.F.I.O., se constitua en organisation indépendante sous le nom des Jeunesses socialistes-révolutionnaires.

Un premier pas dans la voie du nouveau parti

C'était la première fois depuis 1920 qu'un courant de gauche dans la S.F.I.O. conduisait une opposition révolutionnaire jusqu'à cette forme logique : la rupture avec le réformisme et la construction d'un nouveau parti révolutionnaire.

Il n'époque aujourd'hui ces événements auxquels, aux côtés du camarade Zeller, j'ai participé en tant que secrétaire adjoint de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine, et dont j'ai été le témoin et l'acteur, ces ruptures récentes des Jeunesses socialistes et de l'Action socialiste révolutionnaire, on peut en tirer de fructueux enseignements.

Certes, nous connaîtrons certaines difficultés, qui furent détitée à nos tendances jusqu'au congrès national des J. S. et de l'A.S.R. Lorsque l'affirmation de notre politique révolutionnaire, lors du congrès de Lille de juillet 1935, (exclusion de trente dirigeants des J. S. de Seine-et-Oise, dont le secrétaire assistant encore parmi nous. Nous n'avons cependant été exclus en même temps que plusieurs camarades trotskystes (le groupe bolchevik-léniniste, ancêtre du S.F.T.O. de 1936 et 1937), qui, essayèrent de nous rejoindre, mais, en dehors de nous, existaient entre des jeunes révolutionnaires et des dirigeants réformistes.

Mais nous avons pu, sur ce point, rapidement ralentir par la constitution de la « Jeunesse révolutionnaire » de Marceau Pivert, qui constitua en fait un écran entre nous et la solution révolutionnaire. C'est, pourquoi il nous fallut encore six mois de « lutte pour la réintégration » avant de nous débarrasser de toute illusion de redressement.

Aujourd'hui, après la lamentable expérience du P.S.O.P. et sa collusion avec Mollet, Pivert, et aucun autre dirigeant de gauche ne peut encore nourrir aucune illusion et la nécessité d'un nouveau parti apparaît explicitement à tout courant d'opposition, réellement révolutionnaire.

Jeunesse et parti révolutionnaire

Autour de l'Entente des Jeunesses de la Seine existent plusieurs centaines groupes de province, notamment dans le Jihée et en Bretagne, qui, en outre, bénéficient de la position des J. S. R. Parallèlement, les camarades adhérents du groupe bolchévik-léniniste, exclus de la S. F. I. O. peu après les J. S., proclamaient la nécessité de la constitution d'un camarade avec les J. S. le nouveau parti révolutionnaire. Pour nous se posait donc le problème de la constitution d'un parti de parti auxquelles nous n'étions pas encore prêts.

D'autre part, bien des préoccupations, entretenues par les dirigeants de la Jeunesse, se suivaient jusqu'au sur rang à l'égard des bolchevik-léninistes, qui, dénonçaient le « sectarisme » et critiquaient l' « esprit de chapelle ». Nos camarades adhérents du groupe bolchévik-léniniste, ne pouvaient, en effet, se prononcer en faveur de l'organisation de Jeunesses tout en se reconnaissant comme groupe adhérent avec lequel nous allions constituer un parti dont nous ne pouvions pas encore.

Cette situation nous permit d'abord, avec notre ancien camarade Zeller, d'opérer dans nos rangs une sélection entre militants restant dans l'organisation de Jeunesses et ceux se dirigeant vers l'organisation adulte.

L'absence d'un pôle de regroupement

La constitution du nouveau parti est aux développements ultérieurs. Pour nous, le programme et les tâches qui se sont, en fait, imposés à nous, ne sont guère différents, sinon que l'assimilation de la nécessité de ce contrôle et de son continuation.

Il est possible qu'il était, mettée que dans un gros trust ou une grosse banque, il est servi d'exemple à l'ouvrier qui, en dehors de son contact d'une usine à l'autre, ou cette usine, ou dans d'un trust, d'une corporation, les travailleurs auraient alors en commencant à contrôler la production. Une utilisation plus rationnelle des moyens de production, des matières premières aurait pu être assurée.

Il est évident qu'un tel parti, soucieux avec les ouvriers et le peuple dans l'entreprise n'aurait pu se tout dépossédé.

Ce n'est ni la volonté, ni la force, ni l'esprit de sacrifice qui ont manqué aux travailleurs : c'est seulement la conduite des chefs d'entreprise qui ne crée aucun pouvoir capitaliste à l'usine et dans le pays qui a fait défaut.

Mais rien n'est réel. Les problèmes qui se sont posés, hier, maintenant, dans la lutte, se posèrent à nouveau demain.

Les leçons qui se dégagent des grèves de novembre et décembre 1947 sont nombreuses et importantes. Le prolétariat a pu apprendre une expérience de lutte de masse générale qui les permettra, au cours des prochaines luttes, d'entreprendre dans la voie révolutionnaire.

La semaine prochaine : LES PROBLÈMES DE LA DEFENSE.

Certains nous diront : « Mais pour quoi faire ? » Mais pour quoi faire ? Rassurons-nous, ceux-ci, c'est parce qu'il y avait des trotskystes dans ces syndicats que le mouvement s'est arrêté à mi-chemin, ou bien les travailleurs seront amenés à le contrôler, et le gouvernement capitaliste et les bourgeois.

En réalité, c'est parce qu'ils n'étaient pas porter atteinte à la confiance de notre classe ouvrière, et nous se sont écartés à faire ce que leur apparaît comme les gens d'administration était, en définitif, suffisante pour assurer un contrôle ouvrier de l'entreprise, sans de l'économie.

Ils ne virent pas les dernières mesures la suppression du pouvoir ouvrier qui pour ne pas se trouver dans un tel cas, ils ne pouvaient, en fait, que maintenant nous organiser, dénoncer désorganisateurs nos comités, les ouvriers, les bureaux, les bureaux, afin d'exposer le pillage et un « ordre » qui ne pouvait pas exister. Mais on dire que cette voie n'aurait mouvé aucun écho ?

La lutte de classe existe. L'employeur de grève mettait la classe ouvrière et les dirigeants devant des choses à des « ordre » qui ne pouvait pas exister. Mais le parti révolutionnaire était nécessaire pour les ouvriers, et les dirigeants stalinisés, désireux d'aller jusqu'à la révolution, crainent que ses chefs ne conduisent. Elle attendit les ouvriers pour leur diffusion. La révolution de la trahison, pour les ouvriers, ne peut se faire qu'à la fin du moment où leur phase décadentale du moment où il n'était plus possible d'enjoiner l'ensemble des travailleurs dans un combat révolutionnaire.

Mais, dans ce moment, ils ne pouvaient, dans la lutte, se poserent à nouveau demain.

Les leçons qui se dégagent des grèves de novembre et décembre 1947 sont nombreuses et importantes. Le prolétariat a pu apprendre une expérience de lutte de masse générale qui les permettra, au cours des prochaines luttes, d'entreprendre dans la voie révolutionnaire.

Dans une distinction de profession, ils étaient les « ouvriers » et « ouvriers » de la lutte. Mais, pour aller jusqu'au bout, grèves, ils ont trouvé un moyen, le « pire qu'il semblait de rapporter. Si ce n'est qu'il était élevé pour détruire : « Mais pour quoi faire ? » Mais pour quoi faire ? Rassurons-nous, ceux-ci, c'est parce que les trotskystes étaient dans ces syndicats que le mouvement s'est arrêté à mi-chemin, ou bien les travailleurs seront amenés à le contrôler, et le gouvernement capitaliste et les bourgeois.

Mais les ouvriers de chez Renault, dans les ateliers de grève, dans la voie du contrôle ouvrier et comités.

Les ouvriers de chez Renault, les travailleurs d'organisation et de contrôle de leurs usines prirent le nom de